

Corée du nord : le calme après la tempête ?

*Antoine BONDAZ, Chercheur à la Fondation pour la recherche stratégique
et Enseignant à Science Po*

Mercredi 24 janvier 2018 – Université Paris-Dauphine

Les JO d'hiver organisés par la Corée du sud début 2018 sont l'occasion d'un rapprochement entre les deux Corées. La Corée du nord envoie une grosse délégation de sportifs et d'artistes et ce geste est symbolique.

La source des tensions de l'automne 2017 n'est pas à rechercher du côté de l'échange de tweets agressifs entre Trump et le dirigeant nord-coréen, mais tient à l'accélération du programme nucléaire et balistique de celui-ci. Les derniers tirs indiquent clairement que les États-Unis pourraient être touchés sur leur territoire et pas seulement sur l'île de Guam.

Accélération du programme nucléaire et balistique

Cette accélération a été voulue par Kim Jon-un. Elle est mise en œuvre en 2012-13.

Le dirigeant s'est fixé des objectifs techniques en termes d'armement et montre que le pays est capable de les atteindre. Il veut également institutionnaliser cette nouvelle situation en faisant inscrire dans la constitution le fait que la Corée du nord est une puissance nucléaire. L'accélération du programme se voit dans le fait que le nombre d'essais balistiques est beaucoup plus élevé durant la seule année 2017 (23 tirs), que durant tout autre période (il n'y avait eu que 16 essais durant tout le règne de son père).

Les missiles sont de types et de portées variés, certains intermédiaires, d'autres intercontinentaux. Les zones de lancement sont multiples (sans doute une quinzaine), ce qui rend plus difficile toute tentative de contrôle extérieur, d'autant que certains pas de tirs sont mobiles. Tout ceci accroît la crédibilité de la menace.

Quels sont les objectifs de cette accélération ?

Il s'agit d'abord d'assurer la survie du régime en faisant contrepoids aux menaces extérieures, sachant que la Corée du nord (contrairement à d'autres pays auxquels on la compare parfois comme la Libye ou la Syrie) possède déjà une véritable force de dissuasion par des armements traditionnels qui menacent d'ailleurs la Corée du sud.

Il s'agit aussi d'utiliser l'arme nucléaire comme source de légitimité à l'intérieur du pays, ce dirigeant, arrivé au pouvoir jeune, ayant besoin d'asseoir son autorité et de préserver la cohésion nationale, une cohésion mise à mal par les dominations et les occupations que le pays a subies précédemment, notamment par la Chine et par le Japon. Cette idéologie de la

cohésion apparaît dès les années 1950. Il n'est donc actuellement pas question de dénucléarisation.

Les réactions de la communauté internationale

Les divers accords passés avec la Corée du sud, les États-Unis ou des groupements internationaux n'ont jamais été respectés. Ceci a donné lieu à des sanctions, notamment en 2017. On cherche alors, par des sanctions économiques dures, à faire pression sur la Corée du nord pour qu'elle revienne à la table des négociations. Parmi ces sanctions figurent aussi la possibilité de frappes préventives qui ne répondraient pas à d'autres frappes, mais à une menace hypothétique. Mais on sait que ces frappes ne supprimeraient pas l'arsenal balistique et nucléaire de la Corée du nord en totalité.

L'arsenal nord-coréen est difficile à toucher car une très grosse partie de celui-ci est enfoui très profondément dans un réseau de galeries, dont une partie été construite dès les années 1950 au moment de la guerre de Corée, le pays ayant reçu alors un nombre plus élevé de bombes que celui déversé durant toute la Seconde guerre mondiale.

Si le pays était attaqué, tout le monde sait qu'il y aurait des répliques et que la Corée du sud serait la première visée, avec un nombre de morts très élevé (on parlait déjà d'un million quand on faisait cette hypothèse en 1994). La Corée du sud ne dispose pas actuellement d'abris en nombre suffisant ni suffisamment protecteurs. En cas de conflit nul doute que la Chine interviendrait car il ne serait pas question de laisser les États-Unis agir seuls.

L'arrêt des essais par la Corée du nord depuis novembre 2017 n'est pas motivé par un souci d'apaisement, mais par le fait que le pays considère qu'il a atteint les objectifs fixés au début de l'année. Le message est donc : nous ne gelons pas le programme, mais nous sommes prêts, en sorte que d'autres essais sont désormais inutiles.

Le dirigeant sud-coréen Moon Jae-in veut tourner la page de dix années d'absence totale de coopération avec la Corée du nord. Il soutient le maintien de sanctions mais souhaite qu'elles soient couplées avec une reprise du dialogue. Ce dialogue est maintenant accepté par la Corée du nord, à la faveur des JO d'hiver. L'objectif de la Corée du nord est triple : changer de sujet (ne plus parler du nucléaire), affaiblir le lien entre États-Unis et Corée du sud et donner l'image de JO coréens impliquant toute la péninsule. Il faut « vendre » à l'opinion publique cette image, sans avoir, pour autant, d'objectif de médaille.

La reprise du dialogue avec les États-Unis de façon officielle est à l'ordre du jour. Ce dialogue n'a jamais été complètement abandonné de façon officieuse. Il passait notamment par le consulat de Suède en Corée du nord.

Dans ses **réponses aux questions**, Antoine Bondaz apporte les précisions suivantes :

- Bien que la Corée du nord entretienne des relations économiques importantes avec la Chine, il n'y a pas de réelle amitié entre les deux pays. Chacun sait seulement qu'il a besoin de l'autre : la Chine n'a pas intérêt à ce que la Corée du nord s'effondre et la Corée du nord a besoin du soutien de la Chine. Mais la Chine pourrait être très vite présentée comme l'ennemi. Pour l'heure le PC chinois et le PC coréen communiquent peu et le nombre d'étudiants coréens dans les universités chinoises reste limité ;

- Obama a crû qu'en raison de l'inexpérience de Kim Jon-un, la Corée du nord allait s'effondrer. C'est une erreur d'analyse. Il est possible que les États-Unis et la Corée du nord finissent par se rapprocher, mais cela demandera des années. Il est certain en tout cas que la stratégie de Kim Jon-un est en train de payer, puisque Trump est maintenant prêt à le rencontrer ;
- Le rapprochement des deux Corées est un scénario possible, mais encore très hypothétique. Il dépend en partie de l'influence de l'entourage de Kim Jon-un sur laquelle on ne dispose pas d'informations fiables. Ce rapprochement mettrait en cause la nature même du régime qui s'apparente beaucoup plus à une monarchie de droit divin qu'à un régime communiste. S'il avait lieu, il aurait un sens sur le plan économique, la Corée du nord disposant de ressources naturelles importantes qui manquent à la Corée du sud. Mais il se heurterait aux réticences d'une partie importante de la population de la Corée du sud, en particulier de la jeunesse, qui a peu apprécié le geste de Moon Jae-in au moment des JO. La question des mentalités se poserait donc en cas de réunification, comme on peut le percevoir à partir de l'expérience qui est menée en Corée du sud pour « réinsérer » les Coréens du nord qui sont parvenus à passer au sud. Cette réinsertion est loin d'être facile ;
- Sur les aides apportées par les pays étrangers à la Corée du nord sur son programme nucléaire, on sait peu de chose. On constate simplement que ce programme a connu une nette accélération avec l'arrivée au pouvoir de Kim Jon-un. Le montant de ce programme est inconnu et, jusqu'ici, les sanctions n'ont clairement pas entravé la poursuite de celui-ci. Il est possible que la Chine ait aidé la Corée du nord pour son programme nucléaire et que certains scientifiques étrangers résident dans le pays pour contribuer à ce programme ;
- Les relations entre le Japon et la Corée du nord ont varié dans le temps. En 2013 et 2014 le Japon se rapproche un peu de la Corée du nord et lève quelques sanctions, mais, à partir de 2016, Shinzo Abe se réaligne à nouveau sur États-Unis, considérant que la menace nucléaire est un réel problème pour le pays ;
- Il n'existe pas d'opposition officielle au régime en Corée du nord. Certaines ONG tentent d'agir, notamment en envoyant des messages depuis la Corée du sud. Il existe des camps d'internement, mais le nombre de détenus a baissé en quelques années, passant sans doute de 200 000 à 100 000 ;
- Le niveau de vie a connu un effondrement durant la crise des années 1990 marquées par un épisode de famine. Le régime a alors laissé se développer une petite économie de marché et l'économie du pays s'est un peu redressée. En 2008-09 le régime prend des mesures contre cette économie informelle, avant que Kim Jon-un ne redesserre à nouveau les contraintes et permette une certaine décentralisation. Il met en avant, comme son grand-père (à qui il ressemble beaucoup) l'objectif de croissance du niveau de vie. Actuellement celui-ci a simplement retrouvé le niveau atteint dans les années 1980 ;

- Compte tenu du système politique existant, un effondrement du pays ne pourrait venir que d'une très grave crise économique. Certains pointent le fait que du fait des communications modernes, la population, bien informée de ce qui se passe à l'extérieur, serait bientôt en mesure de se révolter. Antoine Bondaz ne le pense pas. Il souligne que d'ores et déjà la population connaît parfaitement la situation économique bien meilleure de son voisin du sud, mais que cela n'est pas suffisant pour la pousser à renverser un régime très stable ou à envisager un quelconque déracinement.

- Pour les États-Unis la question coréenne est délicate. Il semble qu'actuellement les responsables américains pensent que la Corée du nord n'est pas réellement prête à les attaquer avec l'arme nucléaire, ce qui leur laisse un peu de temps. Quand la Corée du nord sera vraiment prête, pourront-ils compter sur l'arme de la dissuasion, comme ils l'avaient fait avec l'URSS et avec la Chine ? S'ils le croient, alors ils se considéreront à l'abri de toute attaque, comptant sur la crainte de la réplique américaine. S'ils ne le croient pas, ils devront attaquer les premiers. Antoine Bondaz pense que la Corée du nord sera sensible, comme les autres pays, à l'arme de la dissuasion. Il reste que les États-Unis ont échoué puisqu'ils se sont montrés incapables de contraindre la Corée du nord à geler son programme balistique et nucléaire.